

# 2021 : un rebond économique suspendu à l'évolution de la situation sanitaire et au contexte international

Dans un contexte de reprise générale, l'activité économique régionale se rapproche de son niveau d'avant-crise.

### Le marché du travail se redresse avec le rebond de l'activité économique

En Bourgogne-Franche-Comté, la reprise économique se traduit par la poursuite de la baisse du taux de chômage, qui s'établit à 6,2 % fin 2021. Il atteint son plus bas niveau depuis 2008. Avec la montée en charge des mesures emploi-formation du plan de relance, la diminution du chômage s'accélère nettement au cours du second semestre, surtout pour les jeunes. Cette baisse du chômage résulte également du dynamisme des embauches en Suisse. Le travail frontalier reprend et atteint des niveaux records. Fin 2021, près de 41 000 habitants de la région occupent un emploi en Suisse, soit + 6,7 % comparé à 2020.

En lien avec la baisse du chômage, la région gagne près de 12 000 emplois sans pour autant retrouver son niveau d'avant-crise (- 0,3 %). Après les fortes pertes de 2020, cette croissance est portée par le rebond de l'emploi dans le secteur de l'hébergement-restauration et de l'intérim. L'emploi dans la construction continue sa progression à un rythme plus élevé. L'emploi industriel se stabilise après

plusieurs années de baisse, alors que les services non marchands perdent des emplois cette année.

### Le dynamisme de la démographie d'entreprises et du secteur de la construction soutient le marché du travail

En 2021, 31 500 entreprises ont été créées en Bourgogne-Franche-Comté. Le niveau record des immatriculations est le fait des microentreprises et du rebond des créations de sociétés. En parallèle, les défaillances sont en recul pour la deuxième année consécutive notamment sous l'effet des dispositifs de soutien mis en place pendant la crise sanitaire.

La bonne tenue des entreprises se retrouve également dans le secteur de la construction. Il est en croissance après avoir bien résisté à la crise en 2020. 13 700 logements ont été autorisés à la construction, soit le niveau le plus haut depuis 2008. Ce dynamisme est en partie lié à des anticipations avant l'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2022 de la réglementation environnementale 2020. De plus, grâce aux aides publiques, 43 000 logements ont bénéficié d'une rénovation énergétique. En dépit d'un resserrement du marché de la promotion immobilière, les ventes de logements neufs ont aussi progressé.

### Des points de tensions freinent cette dynamique

Malgré la reprise soutenue, des secteurs économiques restent touchés, notamment sous l'effet du renchérissement du coût de l'énergie et des problèmes d'approvisionnement. En particulier, le marché automobile s'est tassé en 2021, avec des immatriculations des véhicules particuliers neufs en recul de 4 %. Le confinement au printemps, le passe sanitaire à l'automne, les limitations des déplacements internationaux notamment avec l'Asie, ont particulièrement pesé sur l'hôtellerie-restauration. Le déficit de nuitées dans l'hôtellerie s'élève à près de 30 % par rapport à son niveau de 2019. Enfin, les aléas climatiques de 2021 ont affecté la production végétale de la région. La viticulture enregistre la plus petite récolte depuis une décennie. Les céréales et oléoprotéagineux affichent de bons rendements malgré quelques problèmes de qualité. ●

### Auteur :

Bénédicte Piffaut (Insee)

# En 2021, l'économie mondiale a rebondi après sa chute en 2020, l'amélioration de la situation sanitaire s'étant accompagnée d'un allègement des restrictions

En 2021, l'épidémie de Covid-19 est restée l'un des principaux déterminants de l'activité économique. L'apparition de variants a rythmé la propagation de nouvelles vagues, et, en conséquence, la poursuite des mesures de restrictions sanitaires. Celles-ci se sont cependant allégées, à mesure que les États apprenaient à limiter la propagation du virus – notamment par une campagne de vaccination à grande échelle – et que les ménages et les entreprises entraient dans le paradigme du « vivre avec ». Après la fermeture partielle des économies en 2020, qui avait fait plonger le PIB mondial à -3,1 % par rapport à son niveau de 2019, leur réouverture progressive en 2021 a engendré un rebond en partie mécanique, à 6,1 %. Ce rattrapage a néanmoins été hétérogène selon les pays ► **figure 1**. Ainsi le rebond de l'activité en zone euro, certes vif (+5,2 %), l'a toutefois été moins qu'aux États-Unis (+5,7 %) ou que pour les économies émergentes (+6,8 %), malgré un recul de l'activité en zone euro plus important en 2020. L'économie du Royaume-Uni a davantage rebondi (+7,4 %, après une chute en 2020 parmi les plus fortes des pays européens) malgré l'incertitude liée au Brexit, finalement mis en œuvre au 1<sup>er</sup> janvier. Enfin, l'activité en Chine a renoué avec une croissance vigoureuse (+8,6 %, après un ralentissement certes marqué de l'activité en 2020), même un peu supérieure à sa moyenne des années 2010 par effet de contrecoup. Ces évolutions hétérogènes selon les pays en 2021 sont notamment liées au rythme de diffusion du virus et aux stratégies sanitaires nationales (zéro-covid, confinements, vaccination...), mais aussi aux spécialisations sectorielles (les branches des matériels et des services de transport, de l'hébergement-restauration ou encore des loisirs, sport et culture – et le tourisme en général – restant à des niveaux d'activité dégradés).

## En France, l'activité a davantage rebondi en 2021 que dans la moyenne de la zone euro

Après une chute de 7,9 % en 2020, l'activité économique française s'est nettement redressée en 2021, à +6,8 %<sup>1</sup>. La croissance y a donc été à la fois plus forte qu'en Allemagne (+2,9 %), où le choc de 2020 a été presque deux fois moindre, et qu'en Italie (+6,6 %) et en Espagne (+5,1 %), pourtant davantage affectées en 2020. En moyenne en 2021, le PIB français se situait 1,7 % en deçà de son niveau de 2019, un rattrapage assez vif par rapport à ses principaux voisins européens. En miroir de la chute d'activité enregistrée en France en 2020, tous les principaux postes de la demande (hors stocks) participent à son rebond en 2021 ► **figure 2**. La plus forte contribution est celle de la consommation des ménages, de 2,7 points : les opportunités de consommer des ménages, bridées par les mesures de restrictions, se sont rétablies avec la réouverture progressive des magasins, des restaurants et cafés ou encore des activités culturelles et sportives. La contribution de l'investissement total a été du même ordre, portée par les entreprises (1,5 point) – en lien avec la reprise de l'activité, notamment après les fermetures de chantiers en 2020 et du fait d'un investissement en services très dynamique – et par les ménages (0,9 point) – avec un marché immobilier dynamique. La consommation des administrations publiques a contribué au rebond de l'activité à hauteur de 1,7 point, portée par les campagnes de tests et de vaccination. La contribution des échanges extérieurs a été faiblement positive, de 0,1 point : les exportations, plus affectées en 2020 que les importations, ont aussi plus fortement rebondi. Les importations comme les exportations sont cependant restées à un niveau nettement inférieur à celui d'avant la crise sanitaire. En particulier, les exports et imports de tourisme se sont situés en 2021 à environ 40% sous leur niveau de 2019.

## Cet effet de miroir entre les évolutions de l'activité en 2020 et en 2021 a aussi été sectoriel, recouvrant toutefois des rattrapages hétérogènes selon les branches

En 2021, la valeur ajoutée totale a dans l'ensemble davantage rebondi que la consommation des ménages, après une baisse également plus marquée en 2020 ► **figure 3**. Les disparités selon les branches apparues en 2020 ont néanmoins persisté en 2021. Dans l'industrie, la fabrication de matériels de transport a faiblement rebondi en 2021, pénalisée à la fois par les difficultés d'approvisionnement (s'agissant de l'industrie automobile), et par l'état dégradé du tourisme mondial (s'agissant de l'aéronautique). Les services les plus affectés par les mesures de restriction – hébergement-restauration, transports, services aux ménages (sport, culture, loisirs) – ont poursuivi leur trajectoire de reprise, malgré un début d'année 2021 marqué à nouveau par l'épidémie. L'hétérogénéité ne s'est cependant pas résorbée, entre ces branches dont l'activité ou la consommation est restée en moyenne sous son niveau de 2019 et celles qui, ayant moins souffert de la crise sanitaire, s'en sont rapprochées ou l'ont dépassé (information-communication, services financiers...). Ce constat est aussi vrai à un niveau plus agrégé : en 2021, la valeur ajoutée est restée à un niveau par rapport à 2019 relativement plus dégradé dans l'industrie que dans les services, et inversement pour la consommation des ménages.

## En 2021, l'emploi et la population active ont été dynamiques

Après une diminution en 2020 (-216 900 emplois en fin d'année, par rapport à la fin d'année 2019), d'ampleur largement moindre que celle de l'activité, l'emploi salarié a vivement rebondi en 2021 (+855 100 entre fin 2020 et fin 2021), repassant fin 2021 nettement au-dessus du niveau de la fin 2019. Il est néanmoins resté en deçà de son niveau d'avant-crise

dans l'industrie, tandis qu'il était particulièrement allant dans la construction, l'hébergement-restauration et les services aux entreprises. Le dispositif d'activité partielle, dont les conditions ont progressivement évolué au cours de l'année, ne concernaient en décembre 2021 qu'environ 400 000 salariés (contre 1 900 000 en janvier 2021).

Après des mouvements très heurtés en 2020 selon un effet de « trompe-l'œil », le taux de chômage a été quasi stable pendant les trois premiers trimestres de 2021, à environ 8 % de la population active, avant de refluer sensiblement à 7,4 % au quatrième trimestre. Le dynamisme de l'emploi au cours de l'année a en effet été d'abord contrebalancé par celui de la population active, qui a rejoint progressivement sa trajectoire tendancielle d'avant la crise sanitaire puis l'a dépassé au troisième trimestre, avant de se replier légèrement par contrecoup au quatrième, conduisant à la baisse marquée du taux de chômage en fin d'année. Ces mouvements ont été particulièrement marqués pour les jeunes,

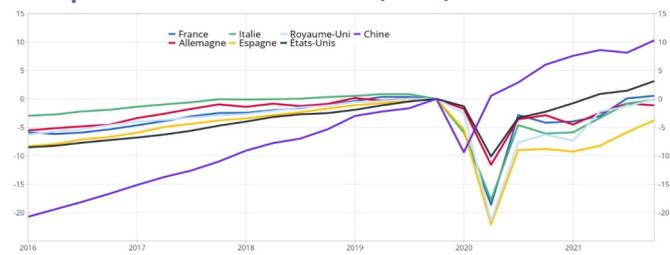
dont le taux d'emploi a atteint un point haut depuis 1991, notamment sous l'effet des contrats en alternance.

### En 2021, tiré par des revenus d'activité dynamiques, et quoique pénalisé par une inflation en hausse, le pouvoir d'achat par unité de consommation a progressé de 1,9 %

Après un ralentissement en 2020 (+1,1 %), le revenu disponible brut des ménages a progressé (+4,0 %), plus vivement encore qu'en 2018 et 2019. Le même effet de miroir évoqué précédemment entre 2020 et 2021 a joué sur les contributions des différentes composantes du pouvoir d'achat, à l'exception notable de l'inflation ▶ **figure 4**. Les revenus d'activité ont contribué le plus, à hauteur de 5,0 points, en lien avec la reprise de l'activité, le dynamisme de l'emploi et le moindre recours à l'activité partielle ▶ **figure 4**. En 2020 la contribution négative des revenus d'activité avait été en partie compensée par celle, positive, des prestations sociales et des impôts. En 2021, c'est le

phénomène inverse qui se produit. L'ampleur nettement plus faible de la contribution négative des prestations sociales, de -0,6 point, reflète toutefois la poursuite partielle des dispositifs de soutien (activité partielle et fonds de solidarité). Enfin, poussée notamment par les prix de l'énergie, l'inflation a commencé à augmenter nettement au second semestre 2021, jusqu'à atteindre 2,8 % sur un an en fin d'année. Malgré cette hausse des prix, la croissance du pouvoir d'achat a été nette en moyenne annuelle (+2,3 %, soit 1,9 % par unité de consommation). Du côté des entreprises, la valeur ajoutée (CVS-CJO) des sociétés non financières a augmenté de 9,6 % en 2021, en nette reprise après sa chute en 2020. Le taux de marge a quant à lui atteint 34,2 %, repassant même au-dessus du pic de 2019 (lié principalement à un effet d'enregistrement du CICE). Cette moyenne annuelle résulte cependant d'un premier semestre 2021 élevé, dans le sillage du rebond de la fin 2020, tandis que le second semestre 2021 a été un peu plus modéré. ●

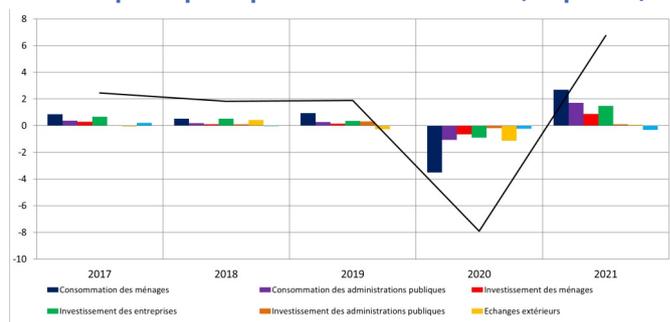
## 1. Écart du PIB par rapport à son niveau du quatrième trimestre 2019 (en %)



**Lecture :** au quatrième trimestre 2021, le PIB en France s'est situé 0,5 % au-dessus de son niveau du quatrième trimestre 2019.

**Source :** Insee, Destatis, Istat, INE, ONS, BEA, NBSC

## 2. Variations annuelles du PIB (en %) et contribution des principaux postes de la demande (en points)

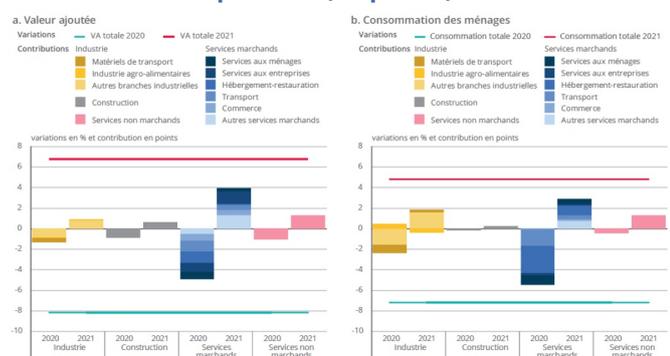


**Note :** les volumes sont corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO).

**Lecture :** en 2021, le PIB, en volume aux prix de l'année précédente chaînés, a augmenté de 6,8 % ; la contribution de la consommation privée des ménages a été de 2,7 points.

**Source :** Insee, comptes nationaux trimestriels, base 2014 ; calculs Insee

## 3. Variations annuelles (en %) et contribution des branches ou produits (en points)

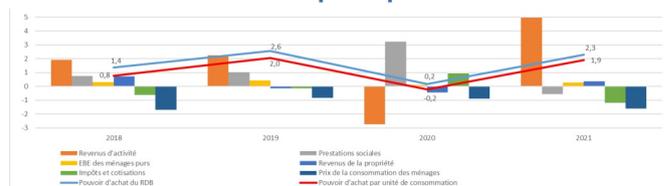


**Note :** les volumes sont corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO). La valeur ajoutée totale est calculée hors impôts et subventions sur produits (contrairement au PIB).

**Lecture :** en 2021, la valeur ajoutée totale a augmenté de 6,8 %. La contribution des autres services marchands (services marchands hors commerce, transport, hébergement-restauration, services aux entreprises et aux ménages) a été de 1,3 point ; celle de l'ensemble des branches des services marchands a été de 4,0 points.

**Source :** Insee, comptes nationaux trimestriels, base 2014 ; calculs Insee

## 4. Variations annuelles du pouvoir d'achat et contributions de ses principaux déterminants



**Note :** les données sont corrigées des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO).

**Lecture :** le pouvoir d'achat du RDB des ménages a augmenté de 2,3 % en 2021. La principale contribution à cette hausse est celle des revenus d'activité, qui s'élève à 5,0 points.

**Source :** Insee, comptes nationaux trimestriels, base 2014 ; calculs Insee